

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>18.04.2024</b>
Thema	<b>Landwirtschaft</b>
Schlagworte	<b>Agrarprodukte, Agrarpolitik</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Postulat</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Burgos, Elie  
Künzler, Johanna  
Salathe, Laura  
Schnyder, Sébastien  
Terribilini, Serge  
Ziehli, Karel

## Bevorzugte Zitierweise

Burgos, Elie; Künzler, Johanna; Salathe, Laura; Schnyder, Sébastien; Terribilini, Serge; Ziehli, Karel 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Landwirtschaft, Agrarprodukte, Agrarpolitik, Postulat, 1990 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 18.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Landwirtschaft	1
Agrarpolitik	1
Landwirt (Beruf)	8
Landwirtschaft und Umweltschutz	8
Agrarprodukte	9
Tierische Produktion	10
Pflanzliche Produktion	10
Lebensmittel	11
Tierhaltung, -versuche und -schutz	12

## Abkürzungsverzeichnis

<b>WTO</b>	Welthandelsorganisation
<b>BAFU</b>	Bundesamt für Umwelt
<b>BLW</b>	Bundesamt für Landwirtschaft
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>WAK-NR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
<b>GVE</b>	Grossvieheinheiten
<b>GATT</b>	General Agreement on Tariffs and Trade
<b>DDR</b>	Deutsche demokratische republik
<b>BGBB</b>	Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht
<b>LPG</b>	Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht
<b>ETHZ</b>	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
<b>SAK</b>	Standardarbeitskraft

---

<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>OFEV</b>	Office fédéral de l'environnement
<b>OFAG</b>	Office fédéral de l'agriculture
<b>UE</b>	Union européenne
<b>CER-CN</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
<b>UGB</b>	Unité gros bétail
<b>GATT</b>	General Agreement on Tariffs and Trade
<b>RDA</b>	République démocratique allemande
<b>LDFR</b>	Loi fédérale sur le droit foncier rural
<b>LBFA</b>	Loi fédérale sur le bail à ferme agricole
<b>EPFZ</b>	École polytechnique fédérale de Zürich
<b>UMOS</b>	Unité de main d'oeuvre standard

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Landwirtschaft

#### Agrarpolitik

**POSTULAT**  
DATUM: 23.03.1990  
SERGE TERRIBILINI

Au Conseil national, la motion Ruckstuhl (pdc, SG), transmise comme postulat, a demandé un **projet de révision de la loi sur l'agriculture** encourageant l'exploitation du sol de type familial et respectueuse de l'environnement par un revenu équitable provenant de la production, ainsi que l'utilisation de paiements directs pour indemniser les prestations non-commerciales.<sup>1</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 23.03.1990  
SERGE TERRIBILINI

D'autres **propositions de réformes**, telles les motions Wyss (udc, BE) (89.473), Nussbaumer (pdc, SO) (89.830) ou Dormann (pdc, LU) (89.668 et 90.486), également transmises comme postulats, vont dans le même sens. La commission de la grande chambre a, pour sa part, transformé l'initiative parlementaire Neukomm (ps, BE) en postulat. Ce texte suggère l'extension des paiements directs en faveur d'une agriculture biologique dont le financement serait assuré, en partie, par des taxes sur les engrais. Au Conseil des Etats, la motion Jaggi (ps, VD) (89.776), elle aussi transmise comme postulat, considérant que les commissions agissant en matière d'agriculture étaient trop souvent occupées par des professionnels directement concernés, propose un recours plus fréquent à des personnes indépendantes.<sup>2</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 14.03.1991  
SERGE TERRIBILINI

Par ailleurs, le Conseil des Etats a transmis le postulat Reichmuth (pdc, SZ) qui prône, dans le but de rendre l'agriculture plus concurrentielle, des mesures visant à **réduire les coûts** de production agricoles, à faciliter le désendettement ainsi qu'à supprimer les dispositions qui entravent la coopération entre les entreprises ou qui renchérissent les équipements techniques.<sup>3</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 10.06.1991  
SERGE TERRIBILINI

Le Conseil national a, en outre, accepté une motion de sa commission concernant un projet de loi sur la **reconversion de la dette agricole**. Ce texte considère que si le revenu paysan devait encore souffrir notablement des négociations relatives au GATT et à l'intégration européenne, il serait judicieux de prévoir des mesures soulageant les agriculteurs devenus incapables d'assumer leurs engagements financiers (en raison de la hausse des taux hypothécaires, de la baisse des prix à la production et de la limitation des quantités produites). Le gouvernement, quant à lui, entendait transformer ce texte en postulat ; selon lui, il propose une solution trop onéreuse et certaines dispositions allant dans ce sens existent déjà dans d'autres lois. Le Conseil des Etats, pour sa part, a suivi la proposition du gouvernement et a transmis cette motion comme postulat. La grande chambre a encore accepté le postulat Schmidhalter (pdc, VS) demandant que les agriculteurs, à temps partiel puissent jouir de paiements directs appropriés et que les agriculteurs de montagne ne soient pas défavorisés par rapport à ceux de plaine.<sup>4</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 21.06.1991  
SERGE TERRIBILINI

Ce même Conseil a encore transformé en postulat la motion Bundi (ps, GR) concernant la sauvegarde des **exploitations agricoles familiales**. Ce texte demande au gouvernement d'envisager de garantir, de concert avec les cantons, la stabilité du nombre d'entreprises de ce type et de présenter un rapport sur ce sujet.<sup>5</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 04.10.1991  
SERGE TERRIBILINI

D'autre part, le Conseil national a transmis, contre l'avis du gouvernement, le postulat de sa commission concernant la sauvegarde des **subsidés à l'exploitation**; cela concerne les 16,5 millions de francs que la Confédération versait aux participants au service de vulgarisation qui ont été biffés en tant que tel et intégrés au total de la somme des contributions aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne. Par ailleurs, concernant le calcul de ces contributions, la grande chambre a accepté le postulat Schnider (pdc, LU) (91.3249) demandant que la pondération du temps d'alpage soit augmentée.<sup>6</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 13.12.1991  
SERGE TERRIBILINI

La grande chambre a transmis comme postulat la motion Hämmerle (ps, GR) demandant que, dans le cadre d'un encouragement de **la culture biologique**, des cours et des recherches en agriculture biologique soient institués dans les écoles professionnelles, les universités ainsi qu'à l'EPFZ.<sup>7</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 20.03.1992  
SERGE TERRIBILINI

Par ailleurs, le Conseil national a encore accepté comme postulat la **motion Kühne** (pdc, SG) qui demande au gouvernement, afin de favoriser les possibilités d'adaptation, de reprise ou de restructuration des exploitations paysannes, l'élaboration d'une loi sur les bonifications d'intérêts pour alléger l'endettement et aider à l'investissement des agriculteurs.<sup>8</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 19.06.1992  
SERGE TERRIBILINI

Le Conseil national a transmis le **postulat Wanner** (prd, SO) qui demande une modification de la législation agricole de façon à ce que le travail des femmes soit mis sur pied d'égalité avec celui des hommes.<sup>9</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 12.12.1992  
SERGE TERRIBILINI

**Dans le cadre de l'attribution de paiements directs**, le Conseil des États a transmis comme postulat la motion Delalay (pdc, VS) qui demandait que les petites exploitations familiales soient favorisées. Certains critères tels que le type de production, l'intensité du travail à fournir et les mesures prises contre les excédents ou en faveur de la qualité devraient ainsi être pris en compte. Cette même Chambre a par contre rejeté la motion Weber (adi, ZH) (92.3424) qui entendait, pendant une période de transition, lier le financement des paiements directs aux moyens dégagés par la réduction progressive des prix garantis, des quantités dont la prise en charge est assurée, du volume des importations et des subventions en faveur de l'agriculture.<sup>10</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 14.12.1992  
SERGE TERRIBILINI

Pour sa part, **la grande chambre a accepté sous forme de postulat la motion Baumann** (pe, BE) invitant le gouvernement à uniformiser les limites de revenus et de fortunes déterminantes pour les paiements directs. Elle a fait de même avec un texte de V. Darbellay (pdc, VS) (92.3427) proposant d'étendre et de moduler les critères relatifs à la surface de l'exploitation pour le calcul des paiements directs.<sup>11</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 17.06.2005  
ELIE BURGOS

Le Conseil national a adopté un postulat du Groupe socialiste, qui demandait au Conseil fédéral de procéder, dans le domaine de l'agriculture en particulier, à un examen des tarifs douaniers, des prestations pécuniaires pour l'acquisition de droits d'importation et des taxes douanières. Il doit les comparer ensuite avec les pratiques ayant cours au sein de l'UE et proposer au parlement des mesures de suppression concrètes et eurocompatibles. Le postulat demandait également au gouvernement d'étudier les **mesures d'accompagnement** qui s'imposent, afin de d'atténuer les répercussions sociales de la réforme structurelle en cours.<sup>12</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 21.09.2006  
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats a adopté un postulat Frick (pdc, SZ) qui demandait au Conseil fédéral de présenter un **rapport explicatif sur le contenu et les incidences d'un accord de libre-échange avec l'UE dans le domaine agro-alimentaire sur l'agriculture et toute la filière d'activité**. La motion demandait, à ce titre, que soient notamment examinés les aspects tarifaires et non tarifaires d'un tel accord, et par exemple des questions telles que les compensations dans l'agriculture et dans l'ensemble de la chaîne de production agro-alimentaire, les mesures de réduction des coûts de production et des prix des produits alimentaires, la compensation de la baisse des recettes et de la suppression des droits de douane.<sup>13</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 18.09.2007  
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats a adopté, sur recommandation du Conseil fédéral, un postulat Maissen (pdc, GR), qui demandait au gouvernement d'élaborer une analyse consacrée à **la sécurité de l'approvisionnement alimentaire** de la population suisse à moyen et à long terme.<sup>14</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 12.06.2009  
ELIE BURGOS

Le Conseil national a adopté un postulat Bourgeois (plr, FR), qui demandait au Conseil fédéral de rédiger un rapport sur les **émissions d'ammoniac provenant de l'agriculture**, en précisant un certain nombre de points en relation avec les actions qu'il entendait mener dans le cadre de la stratégie de réduction de ces émissions.<sup>15</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 19.03.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

La chambre basse a adopté un postulat Bourgeois (plr, FR) qui demande au gouvernement de présenter un rapport sur la **sécurité de la production de denrées alimentaires suisses**. Plus précisément, il est censé détailler l'évolution de la part importée des intrants nécessaires à l'agriculture suisse, l'évolution de la consommation helvétique, l'impact de la limitation d'accès aux moyens de production importés et enfin le rôle et l'orientation de la recherche agronomique suisse afin de garantir une production indigène.<sup>16</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 18.06.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil national a adopté un postulat du groupe PDC demandant au gouvernement d'élaborer un rapport évaluant **l'efficacité et la pertinence des dispositions applicables dans le domaine de l'agriculture** dans le cadre du développement du système des paiements directs. Il vise notamment les mesures environnementales ainsi que celles concernant l'aménagement du territoire. Le groupe PDC considère effectivement que l'agriculture suisse est, d'une part, confrontée de manière croissante à la concurrence internationale et, d'autre part, soumise à des réglementations plus strictes qu'à l'étranger qui accroissent ses coûts de production.<sup>17</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 01.10.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil national a transmis un postulat Bourgeois (plr, FR) demandant un rapport sur les **mesures de renforcements des instruments de marché**. Le mandat donné vise à analyser les possibilités d'améliorer la transparence du marché et à élaborer une étude sur les opportunités de sanction en cas d'absence de prise en compte des baisses des prix des matières premières, d'offres de denrées vendues à perte ou encore lors d'abus de position dominante. Le rapport doit également présenter les possibilités d'étendre la force obligatoire aux organisations de producteurs, proposer une analyse des potentialités de contracter entre producteur et acheteur au sein des différents secteurs agroalimentaires, ainsi que réaliser une comparaison des instruments de marché helvétiques et européens.<sup>18</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 30.09.2011  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil national a adopté un postulat Graf (pe, BL) chargeant le Conseil fédéral de soumettre un rapport relatif à la **condition des femmes dans l'agriculture**. La postulante demande ainsi d'établir des données statistiques spécifiques concernant notamment le nombre d'exploitations gérées par des femmes, la part du revenu imposable des familles issue des activités agricoles des femmes, la manière de comptabiliser le travail non rémunéré des femmes dans les exploitations et la proportion de propriétaires foncières. Elle considère effectivement que le travail des femmes dans le monde agricole n'est pas reconnu et que les paysannes sont socialement, économiquement et juridiquement désavantagées. La thématique relative à la condition de la femme est abordée dans la partie I, 7d (Frauen und Gleichstellungspolitik).<sup>19</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 16.03.2012  
JOHANNA KÜNZLER

In der Frühjahrssession überwies der Nationalrat ein Postulat von Siebenthal (svp, BE), das die Überprüfung und Anpassung der Berechnungsfaktoren für eine **Standardarbeitskraft (SAK)** im Hügel- und Berggebiet verlangt. Dieses Mass ist ausschlaggebend für die Auszahlung von Direktzahlungen und sollte im Rahmen der Agrarpolitik 2014 bis 2017 an den technischen Fortschritt angepasst werden. Laut von Siebenthal würden durch diese Neuerung 1400 Betriebe ihre Bezugsberechtigung und mindestens ebenso viele ihren Status als landwirtschaftliches Gewerbe verlieren, da sie durch ihren Standort mit erschwerten Bedingungen wie Hanglagen, Wasserläufen oder längeren Zufahrtswegen zu kämpfen hätten. Der Einbezug solcher Umstände in die Berechnung der SAK sei unerlässlich, um den Fortbestand dieser Betriebe zu sichern. Der Bundesrat erklärte sich bereit, diese Faktoren im Rahmen der Ausführungsbestimmungen zur Agrarpolitik 2014 bis 2017 zu überprüfen. Eine Standesinitiative des Kanton Berns (Kt.lv. 12.318), welche sich ebenfalls für eine andere Berechnung der SAK einsetzt – jedoch mit Schwerpunkt auf Direktvermarktung, Agrotourismus und Buchhaltung – wurde von den Räten noch nicht behandelt.<sup>20</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 03.05.2012  
JOHANNA KÜNZLER

Der Nationalrat nahm mit 85 zu 76 Stimmen ein Postulat Graf (gp, BL) an. Damit wird der Bundesrat beauftragt, in einem Konzept die **zukünftige Rolle der ökologischen Land- und Ernährungswirtschaft** zu konkretisieren. Insbesondere soll die gezielte Förderung von bestehenden Biobetrieben und umsteigewilligen Landwirten ins Auge gefasst werden, da trotz den seit 2004 steigenden Bioumsätzen die inländische Produktion der Nachfrage hinterher hinkt und so ein Teil der Wertschöpfung ins Ausland verloren geht.<sup>21</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 14.12.2012  
JOHANNA KÜNZLER

Die grosse Kammer beauftragte mit einem Postulat Bourgeois (fdp, FR) den Bundesrat, die **Produktionskosten der Schweizer Landwirtschaft** zu untersuchen und mögliche Massnahmen zur Kostensenkung zu ermitteln. Momentan entsprächen die Kosten in der landwirtschaftlichen Gesamtrechnung ungefähr dem Produktionswert des Agrarsektors. Um diese Bilanz zu verbessern, solle der Bund die Landwirtschaftsbetriebe mit stimulierenden Instrumenten zur Effizienzsteigerung und Kostensenkung motivieren, etwa durch eine stärkere Modulation der Investitionshilfen und durch Unterstützung von Pilotprojekten.<sup>22</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 03.03.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Der Nationalrat beauftragte im Frühjahr 2014 die Exekutive in zwei Postulaten zum wiederholten Male mit der Überprüfung der **Berechnungsart von Standardarbeitskräften (SAK)**. Diese Masseinheit dient dem Bund als Grundlage bei der Festlegung der auszurichtenden Direktzahlungsbeiträge pro Hof. Erich von Siebenthal (svp, BE) verlangte in seinem Vorstoss, dass nebst der Tierhaltung und der Ackerbewirtschaftung auch die Waldpflege und die Sömmerung als wichtige Faktoren landwirtschaftlicher Tätigkeit in die Kalkulation einfließen sollen. Prisca Birrer-Heimo (sp, LU) hingegen legte den Fokus stärker auf organisatorische und administrative Aufgaben: Mit einem Einbezug des Betriebsmanagements sowie der Verarbeitung und Vermarktung von Produkten wollte sie erreichen, dass der reale Arbeitsaufwand der Bäuerinnen und Bauern berücksichtigt wird. Obwohl der Bundesrat mit Verweis auf den dadurch erwachsenden administrativen Aufwand beide Postulate zur Ablehnung empfahl, stimmten je deutliche Mehrheiten für die Anliegen. Einzig die GLP und Mehrheiten der FDP lehnten die Vorstösse ab, vermutlich aus ähnlichen Beweggründen wie die Regierung. Der Bericht des Bundesamtes für Landwirtschaft (BLW) erschien noch im selben Jahr (vgl. unten).<sup>23</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 21.03.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Mit der Annahme eines Postulats Bertschy (gfp, BE) wies die grosse Kammer den Bundesrat an, bis Ende 2016 einen Bericht zum **Stand der natürlichen Lebensgrundlagen und Ressourceneffizienz** in der landwirtschaftlichen Produktion zu erstellen. Darin soll er sich auf die 2008 von den Bundesämtern für Landwirtschaft (BLW) und Umwelt (BAFU) formulierten Umweltziele für die Landwirtschaft beziehen, welche aus verschiedensten Gesetzen, Verordnungen, internationalen Abkommen und Bundesratsbeschlüssen hergeleitet wurden. Der Report soll u.a. evaluieren, inwiefern der Bund diese Ziele bereits erreicht oder deren Umsetzung in Angriff genommen hat, ob neue Forschungserkenntnisse ein Überdenken gewisser Ziele notwendig machen und in welchen Bereichen noch Defizite bestehen.<sup>24</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 02.06.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Das Parlament schrieb 2014 ein Postulat Graf (gps, BL) ab. Das Anliegen, einen Bericht über die **Situation der Frauen in der Landwirtschaft** zu erstellen, sei im Rahmen des Agrarberichts 2012 erfüllt worden.<sup>25</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 20.06.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Ein nationalrätliches Postulat Bourgeois (fdp, FR) beauftragt die Regierung mit der Untersuchung einer **neuen Art der Massnahmengestaltung** für die Unterstützung der Landwirtschaft, welche zurzeit in den Vereinigten Staaten und der Europäischen Union diskutiert und eventuell demnächst angewandt werden soll. Es handelt sich dabei um den Ersatz eines Grossteils der direkten Finanzhilfen für Bäuerinnen und Bauern durch Versicherungssysteme, welche z.B. die Ernten versichern oder die Risiken von Preisschwankungen decken würden. Solche Massnahmen könnten sich auch für die nächste schweizerische Agrarpolitik 2018-2021 als nützlich erweisen, insbesondere in Anbetracht des geplanten transatlantischen Freihandelsabkommens zwischen den USA und der EU und der damit ebenfalls zu erwartenden Intensivierung der Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und den USA.<sup>26</sup>



**POSTULAT**  
DATUM: 20.06.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Im Juni 2014 publizierte das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) eine **Evaluation zum System der Standardarbeitskräfte (SAK)**. Es erfüllte damit die Forderungen der drei Postulate von Siebenthal, Birrer-Heimo und Müller, welche 2012 eingereicht und im Berichtsjahr verabschiedet worden waren. Das Parlament hatte die Berechnungsart der SAK kritisiert, welche als Grundlage für die Auszahlung der Subventionsbeiträge an Bauernhöfe herangezogen werden. In diversen Bereichen seien die SAK-Kriterien zu pauschal und ungenau, wesentliche Teile des Arbeitsaufwands von Bäuerinnen und Bauern würden nicht berücksichtigt. Im Bericht wurde dargelegt, dass ein grosser Vorteil des gegenwärtigen SAK-Systems dessen einfache Anwendung und Transparenz sei, was den Landwirten eine hohe Rechtssicherheit gewähre. Gleichzeitig räumte man aber ein, dass die Akzeptanz vor allem bei kleineren Betrieben tief sei, was an der spezifischen Beschaffenheit der SAK liege: Die Standardarbeitskraft sei nämlich nicht ein Mass für die tatsächlich anfallende Arbeit, sondern ein standardisiertes Betriebsgrössenmass. Es könne daher z.B. vorkommen, dass die SAK-Kriterien an den durchschnittlichen technischen Fortschritt angepasst würden, während eine Kleinbäuerin diesen auf ihrem Hof in der entsprechenden Periode gar nicht hatte umsetzen können. Eine Anpassung der SAK in Richtung des tatsächlichen Arbeitsaufwandes sei laut den Behörden aber nicht zielführend: Die Landwirte müssten dann diesen Faktor jeweils in ihre jährlichen Produktionsentscheidungen einbeziehen, was die Akzeptanz des Systems wohl kaum erhöhen würde. Es sei künftig eine klarere Kommunikation gegenüber der landwirtschaftlichen Bevölkerung gefragt, um diese Charakteristiken der SAK zu verdeutlichen. Als gravierenden Mangel erkannte das Bundesamt für Landwirtschaft jedoch den fehlenden Einbezug landwirtschaftsnaher Tätigkeiten in die SAK-Berechnung: Diese könnten bei einigen Höfen bedeutend zur Wirtschaftlichkeit beitragen. Beim heutigen Zwei-Stufen-Verfahren, wo zuerst eruiert wird, ob ein Betrieb die minimale SAK-Grenze zum Bezug von Direktzahlungen erfüllt und erst danach eine detaillierte Prüfung zum wirtschaftlichen Potenzial erfolgt, würden wohl diverse Betriebe bereits im ersten Schritt ausgeschlossen, welche dank landwirtschaftsnaher Tätigkeiten jedoch durchaus förderungswürdig wären. Der Bundesrat beschloss deshalb zu überprüfen, ob die SAK-Berechnung künftig um solche Elemente erweitert werden könnte. Man müsse dann aber in Kauf nehmen, dass die Objektivität des Systems etwas geringer würde. Änderungsvorschläge sollen dem Parlament im Rahmen der nächsten Weiterentwicklung der Agrarpolitik präsentiert werden.<sup>27</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 26.09.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Ein im Nationalrat angenommenes Postulat Aebi (svp, BE) fordert die Überprüfung der aktuellen Agrarpolitik im Hinblick auf eine **verstärkte Selbstständigkeit der Landwirtinnen und Landwirte**. Die geltende Gesetzesvorlage sei stark massnahmenorientiert und lasse damit ausser Acht, dass in der Landwirtschaft tätige Personen eine umfassende Ausbildung in produktionstechnischen und ökologischen Fragen erhalten. Würde der Fokus vermehrt auf Ziele statt auf Massnahmen gesetzt, könnten sie ihr erworbenes Fachwissen besser einsetzen und selbst entscheiden, welcher Weg zur Erreichung der Ziele für ihren jeweiligen Betrieb am optimalsten sei. Der Bundesrat erklärte sich bereit, die Überprüfung entsprechender Möglichkeiten in eine auf Ende 2016 geplante Gesamtschau zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik aufzunehmen.<sup>28</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 26.09.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Nationalrat Hansjörg Knecht (svp, AG) kritisierte mit einem im September verabschiedeten Postulat den steigenden **Personal- und Kostenaufwand in der Verwaltung** der schweizerischen Landwirtschaft. 1960 hätten sich im Schnitt 0,6 Beamte um 1'000 Bauern gekümmert, 2012 seien es derer bereits 4,2 gewesen. Bedingt und verschärft würde diese Entwicklung durch die zunehmende Akademisierung der Staatsangestellten, durch mehr Stellen in den landwirtschaftlichen Forschungsanstalten sowie durch agrarpolitische Instrumente wie etwa die Landschaftsqualitätsbeiträge, welche einen hohen Kontrollbedarf mit sich bringen. Der Anteil des Geldes, welches als Finanzhilfe an die Landwirtschaft fliesse, werde dadurch massiv geschmälert. Es seien daher Massnahmen zu überprüfen, mit denen der administrative Aufwand für Bund und Kantone verringert und der Verwaltungsapparat auf diesen Ebenen abgebaut werden kann.<sup>29</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 12.12.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Die grosse Kammer verlangte mit einem Postulat von Siebenthal (svp, BE) nach einem Bericht, in welchem der Bundesrat erste Erkenntnisse zur **Zielerreichung der Agrarpolitik 2014-2017** darlegen soll. Es sei bisher unklar, wie die Auswirkungen der Gesetzesrevision auf Ökologie, Ökonomie und Soziales gemessen und der Öffentlichkeit bekanntgemacht würden. Das Postulat stiess im Rat nicht auf Widerstand.<sup>30</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 12.12.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Mit der Annahme eines Postulats de Buman (cvp, FR) veranlasste der Nationalrat eine **Kostenevaluation der aktuellen Agrarpolitik**. Berücksichtigt werden sollen dabei nicht nur die Ausgaben, welche bei der nationalen und den kantonalen Behörden durch die Umsetzung entstehen, sondern auch die Kosten, welche Landwirtschaftsbetriebe stemmen müssen, um für gewisse Direktzahlungen als bezugsberechtigt zu gelten. Der Postulant will so besser einschätzen können, welche finanziellen Auswirkungen die Umstellung des Direktzahlungssystems auf die Landwirtschaft hatte. Weder der Bundesrat noch andere Mitglieder des Parlaments stellten sich gegen dieses Geschäft.<sup>31</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 03.03.2015  
LAURA SALATHE

Ein Postulat von Ständerätin Keller-Sutter (fdp, SG), worin der Bundesrat aufgefordert wird, die Auswirkungen der Umsetzung der Agrarpolitik 2014-2017 zu erörtern sowie die Erreichung der festgelegten Ziele zu überprüfen, wurde im Ständerat nach nur drei Wortmeldungen angenommen. Zusätzlich zu einer Rückschau auf die Agrarpolitik 2014-2107 sollen mit Blick in die Zukunft im Bericht auch Massnahmen geprüft werden, deren Umsetzung zu **administrativen Vereinfachungen in der Landwirtschaft** führen sollen.<sup>32</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 19.06.2015  
LAURA SALATHE

Ein Postulat Vogler (csp, OW) **„Administrative Vereinfachungen beim Vollzug des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht“** wurde im Nationalrat ohne Diskussion angenommen. Der Bundesrat wird damit aufgefordert, in Form eines Berichtes darzulegen, wie der administrative Aufwand der Umsetzung des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht (BGBB) verringert werden kann.<sup>33</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 18.12.2015  
KAREL ZIEHLI

Dans une optique similaire à la motion Müller (plr, SG) et au postulat Keller-Sutter (plr, SG), l'élú agrarien Andreas Aebi (udc, BE) souhaite que le Conseil fédéral rédige un rapport déterminant le nombre de contrôles – effectués dans le cadre de la politique agricole – qu'il serait possible de supprimer afin d'**alléger la charge administrative des agriculteurs et agricultrices**. Sans discussion, ce postulat, soutenu par le Conseil fédéral, est adopté par le Conseil national.<sup>34</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 18.03.2016  
KAREL ZIEHLI

Sans discussion, le Conseil national accepte le postulat von Siebenthal demandant au Conseil fédéral – par ailleurs favorable à cet objet – d'**élaborer un rapport sur les effets de la correction des indemnités** concernant la répartition des paiements directs dans le cadre de la politique agricole 2014-2017. Le député bernois Erich von Siebenthal (udc, BE) évoque notamment les inégalités entre certaines régions et exploitations ainsi que des versements élevés en faveur de grandes exploitations amenant à une fragilisation du système. Le Conseil fédéral devra donc répondre à diverses questions touchant à ces adaptations, afin d'éventuellement corriger le tir dans le but de respecter les objectifs de la politique agricole.<sup>35</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 16.06.2016  
LAURA SALATHE

FDP-Nationalrat Noser (ZH) reichte ein Postulat ein, welches den Bundesrat beauftragt, einen **Bericht zur Wettbewerbs- und Ertragsfähigkeit der landwirtschaftlichen Produktion und über den Einsatz von öffentlichen Mitteln in der Landwirtschaft** zu verfassen. In ihm solle beantwortet werden, wie es um die langfristige Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Landwirtschaft stehe, welche Gefahren für die Ertragsfähigkeit der Landwirtschaftsflächen erkannt, wie die eingesetzten Mittel effizient genutzt und wie die Einkommen in der Schweizer Landwirtschaft langfristig gesichert werden können.

Von Seiten des Bundesrats wurde das Postulat zur Annahme empfohlen, um für die kommende Landwirtschaftspolitik mehr aktuelle Erkenntnisse über die Konsequenzen einer möglichen Liberalisierung zu erhalten. Mit 99 zu 78 Stimmen (6 Enthaltungen) hiess die grosse Kammer das Postulat gut. Dagegen gestimmt hatten grosse Teile der Fraktionen der CVP und der SVP sowie ein Vertreter der BDP.<sup>36</sup>

POSTULAT  
DATUM: 29.03.2017  
LAURA SALATHE

Der Bericht, welcher zur Erfüllung des Postulats Vogler (csp, OW) mit dem Titel „**Administrative Vereinfachungen beim Vollzug des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht**“ erstellt wurde, basierte überwiegend auf einem Gutachten, das bei einem auf das Thema spezialisierten Anwalt in Auftrag gegeben worden war. Kern dieses Gutachtens waren elf mögliche Massnahmen von primär technischer Natur, welche sich auf spezifische Bereiche des landwirtschaftlichen Boden- und Pachtrechts bezogen und die vorgeschlagen wurden, um den administrativen Aufwand beim Vollzug des bäuerlichen Bodenrechts (BGBB) und des Bundesgesetzes über die landwirtschaftliche Pacht (LPG) zu reduzieren. Bei der Ausarbeitung der Vorschläge waren die kantonalen Behörden miteinbezogen worden. Mitunter wurde vorgeschlagen, dass die Beschränkung der Anzahl Miteigentumsanteile von landwirtschaftlichen Grundstücken aufgehoben werde, da sie zu mehr administrativem Aufwand führe und für keine Partei gewinnbringend sei. Auch die Teilung von Grundstücken entlang der Nutzungszonen solle vereinfacht werden – so das Gutachten. Weiter enthielten die Massnahmen Vorschläge für zusätzliche Ausnahmen von der Bewilligungspflicht, welche gilt, wenn mit landwirtschaftlichen Grundstücken oder Gewerben gehandelt wird. Beispielsweise solle die Einräumung eines Baurechts an Bauten und Pflanzen zu Gunsten des Pächters eines landwirtschaftlichen Grundstücks keine Erwerbsbewilligung mehr benötigen. Eine andere Massnahme sah vor, dass der Tausch von Grundstücken oder Teilen eines Grundstückes gegen Land, Gebäude oder Anlagen ohne Erwerbsbewilligung ermöglicht werde, sofern kein Aufpreis dafür bezahlt würde und die neuen Grundstücke für die Betriebe besser geeignet seien. Der Bericht wurde durch die Stellungnahme des Bundesrates zu den Massnahmen komplettiert. Im Grundsatz beurteilte er die einzelnen Vorschläge als sinnvoll, jedoch erachte er den Nutzen, der aus diesen Anpassungen resultiere, als zu gering, als dass er eine Gesetzesrevision anstossen werde. Allerdings liess er offen, bei einer anderweitigen Überarbeitung der Gesetzgebung die hier gemachten Vorschläge noch einmal vertieft zu prüfen.<sup>37</sup>

POSTULAT  
DATUM: 27.09.2017  
LAURA SALATHE

Das im Ständerat angenommene Postulat Müller (fdp, LU) „**Die Schweizer Landwirtschaft für die Zukunft fit machen**“ forderte den Bundesrat auf, aufzuzeigen wie die Schweizer Landwirtschaft für die kommenden Herausforderungen gewappnet werden kann. Insbesondere soll der Bericht die volkswirtschaftliche Bedeutung der Landwirtschaft aufzeigen, Zahlen über Subventionen und direkte sowie indirekte Unterstützungsleistungen durch Bund und Kantone zusammenstellen sowie deren historische Entwicklung aufzeigen. In weiteren Punkten des geforderten Berichtes sollen einerseits Massnahmen vorgeschlagen werden, wie die Landwirtschaft international konkurrenzfähiger gemacht werden könnte, andererseits aber auch diskutiert werden, wie die negativen Konsequenzen einer Liberalisierung für die in der Landwirtschaft Beschäftigten gemildert werden könnten. Im letzten geforderten inhaltlichen Schwerpunkt des Berichts sollen Lösungsansätze gefunden werden, wie Freihandelsabkommen für die Schweizer Landwirtschaft attraktiver gemacht werden können. Der Bundesrat empfahl das Postulat zur Annahme und gab bekannt, die Inhalte des geforderten Berichtes in die Gesamtschau zur mittelfristigen Weiterentwicklung der Agrarpolitik integrieren zu wollen. Tatsächlich wurde das Postulat schon fünf Wochen nach der Annahme durch die kleine Kammer im Rahmen der Gesamtschau erfüllt.<sup>38</sup>

POSTULAT  
DATUM: 28.02.2018  
KAREL ZIEHLI

Le député socialiste Beat Jans (ps, BS) demande au Conseil fédéral de rédiger un rapport examinant les possibilités pour **faciliter la reprise des terres et des exploitations agricoles**, et ce particulièrement dans le cas de personnes n'ayant pas de lien familial avec un agriculteur ou une agricultrice. La baisse du nombre d'exploitations (2% en moins par année en moyenne) s'explique, en grande partie, selon le dépositaire du postulat, par l'absence de succession au sein de la famille. Il décrit cette situation comme étant absurde, étant donné qu'un nombre croissant de jeunes ne possédant pas de terres seraient intéressés à reprendre une exploitation. Pourtant, l'accès à celles-ci n'est simplifié que pour les membres directs de la famille. Il veut donc faciliter la transmission à des personnes non-affiliées afin de réduire le nombre de fermes vendues par année. Selon lui, les personnes ayant activement fait une formation d'agriculteur sont, de facto, plus motivés. Faciliter l'accès à la reprise d'une exploitation agricole pourrait, de plus, dynamiser le secteur agricole et apporter des idées neuves ainsi que des solutions innovatrices. Finalement, il souhaite que l'exécutif se penche sur les possibilités que pourrait offrir l'agriculture solidaire (associations de producteurs et de consommateurs). Beat Jans veut ainsi lutter contre la mort lente des

paysannes et paysans. Le député bâlois est soutenu par le Conseil fédéral qui demande aux membres de la chambre basse d'accepter l'objet.

Contrairement à ce que pensait Beat Jans, ce postulat ne fait pas l'unanimité au sein des groupes parlementaires, celui-ci étant combattu par le député UDC Marcel Dettling (udc, SZ), ce dernier argumentant que les problèmes que connaît le monde agricole suisse aujourd'hui sont à trouver dans les conditions cadres, dans la charge de travail, le revenu, les règlements ainsi que dans la position de l'agriculture au sein de la population. Il considère, de plus, que faciliter l'accès aux terres à des personnes extérieures aux familles paysannes ainsi qu'aux associations de consommateurs et de producteurs irait dans la direction d'une gestion connue sous la RDA ainsi que des kolkhozes. Finalement, il estime que les questions entourant la reprise d'exploitations par des tiers seront traitées dans le cadre d'un rapport que l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) doit remettre cet été, rendant ce postulat redondant.

A une question posée au député schwitzois, Beat Jans lui fait remarquer qu'il n'est nulle part inscrit dans le postulat que le droit à la terre sera assoupli, ce à quoi Marcel Dettling répond que c'est vers cette voie que l'on se dirige en acceptant le postulat.

Lors du vote, le groupe UDC s'oppose en bloc contre le postulat Jans, qui passe malgré tout la rampe grâce au soutien des autres groupes majoritairement en faveur de celui-ci (111 voix pour, contre 73 et 3 abstentions).<sup>39</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 04.06.2018  
KAREL ZIEHLI

Dans le cadre des discussions sur la vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole, la CER-CN propose au Conseil national d'accepter son postulat qui vise à **analyser les effets du système de protection douanière sur les branches situées en amont et en aval du secteur agricole**, en complément au rapport délivré par le Conseil fédéral. Cette proposition, soutenue par l'exécutif, trouve les faveurs des députés et députées qui l'acceptent sans autre discussion que celles menées lors du débat sur la vue d'ensemble.<sup>40</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 05.06.2018  
KAREL ZIEHLI

La vue d'ensemble du développement de la politique agricole à moyen terme publiée par le Conseil fédéral a été l'occasion de répondre, entre autres, au **postulat Noser (plr, ZH)**. Celui-ci, qui se penchait sur les effets d'une possible ouverture des marchés agricoles, **a donc été classé**.<sup>41</sup>

### Landwirt (Beruf)

**POSTULAT**  
DATUM: 17.06.2019  
KAREL ZIEHLI

**Le postulat Caroni (plr, AR) demandant un allègement de la charge administrative pour la paysannerie a été refusé à une voix près**. Par 18 voix contre 17 et une abstention, la chambre haute a ainsi suivi l'avis du Conseil fédéral qui partage l'objectif de l'intervention mais indique avoir déjà commencé à s'emparer de ce problème. 50 mesures ont été prises pour alléger le fardeau administratif des agriculteurs et agricultrices dans la période 2015-2018 et des mesures supplémentaires sont prévues dans le cadre de la prochaine politique agricole.<sup>42</sup>

### Landwirtschaft und Umweltschutz

**POSTULAT**  
DATUM: 20.12.2019  
KAREL ZIEHLI

Le Conseil national a tacitement accepté le postulat Bendahan (ps, VD), demandant au Conseil fédéral d'analyser le **potentiel offert par la combinaison de la production d'énergie solaire avec la production de certaines cultures agricoles**. S'appuyant sur une étude publiée par la revue «Nature Sustainability», il affirme que certaines cultures voient leur efficacité – du point de vue de la consommation d'eau, de la captation de CO2 et de la productivité – augmenter considérablement sous des panneaux solaires, sans oublier l'électricité produite simultanément.

Le Conseil fédéral soutient le postulat rappelant que le photovoltaïque est un pilier de la stratégie énergétique 2050.<sup>43</sup>

## Agrarprodukte

**POSTULAT**  
DATUM: 30.11.2009  
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats a en outre adopté, par 19 voix contre 11, un postulat Leumann (plr, LU), qui demandait au Conseil fédéral d'intervenir plus activement dans le **débat public sur le génie génétique**, en veillant à ce que les conclusions de la recherche sur la biosécurité menée au cours des vingt dernières années soient notamment versées au débat. Dans ce contexte, la députée demandait au gouvernement de présenter un **rapport** au parlement, dans lequel seront examinés trois points en particulier : 1) la manière dont le débat sur l'utilisation des techniques modernes de la biotechnologie des plantes, en particulier sur les possibilités qu'elles offrent, a été mené en Suisse au cours des trois à quatre dernières années ; 2) si des efforts suffisants ont été faits pour promouvoir les connaissances de la population dans ce domaine ; 3) dans quelle mesure le Conseil fédéral et l'Office fédéral de l'agriculture soutiennent activement la diffusion et la prise en compte des résultats scientifiques, afin de favoriser l'instauration d'un débat objectif, et reposant sur des faits, concernant le génie génétique dans le domaine non humain.<sup>44</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 17.12.2014  
JOHANNA KÜNZLER

Ende Jahr publizierte der Bundesrat einen Bericht zu einem Postulat Müller-Altermatt (cvp, SO). Dieses hatte für eine **Stärkung der auf Nachhaltigkeit fokussierten landwirtschaftlichen Forschung** und insbesondere des Forschungsinstituts für biologischen Landbau (FiBL) plädiert. Die Regierung anerkannte die Relevanz derartiger wissenschaftlicher Erkenntnisse für die zukünftige Entwicklung der Schweiz und äusserte die Absicht, die Finanzhilfe für das FiBL um jährlich 3 Millionen Franken zu erhöhen sowie ebenfalls jährlich 2 Millionen Franken für gemeinschaftliche Forschungsprojekte zum Thema „nachhaltige Landwirtschaft“ bereitzustellen. Die Unterstützung für das FiBL falle nicht grösser aus, da man den gegenwärtig hohen Zufluss privater Mittel für das in einer Public-Private-Partnership engagierte Institut nicht untergraben wolle.<sup>45</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 06.06.2016  
KAREL ZIEHLI

Anne Seydoux-Christe (pdc, JU) a déposé un postulat pour que le Conseil fédéral mette en place **une stratégie valeur ajoutée en plus de la stratégie qualité** déjà existante dans le domaine agro-alimentaire. Ceci permettrait, selon la sénatrice jurassienne, d'assurer la survie de certaines filières particulièrement mises sous pression, telle que la production porcine, du lait ou encore de la betterave sucrière. Le marché agricole suisse est, en effet, sensible aux fluctuations internationales, alors que les coûts de production restent les mêmes. Ne remettant pas en question les défis auxquels l'agriculture fait face, le ministre de l'économie Johann Schneider-Ammann a estimé que c'était aux branches concernées d'agir et que la Confédération se devait d'être là uniquement en soutien, de manière subsidiaire. Une majorité nette du Conseil des Etats (24 voix contre 10 et 2 abstentions) s'est finalement rangée du côté de l'élue du pdc.<sup>46</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 17.06.2016  
KAREL ZIEHLI

Le directeur de l'USP et député Jacques Bourgeois (plr, FR) demande à ce que le Conseil fédéral établisse un **rapport comparant les conditions-cadres des fromages bénéficiant d'une appellation d'origine**, et ceci entre la Suisse et les Etats membres de l'Union européenne. De plus, il souhaite que les autorités mentionnent les enseignements qu'il faut en tirer. Sans discussion, le Conseil national accepte ce postulat soutenu par le Conseil fédéral.<sup>47</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 06.03.2018  
KAREL ZIEHLI

Marcel Dettling (udc, SZ) demande au Conseil fédéral de rédiger un **rapport sur la contrebande de viande**. Il estime que cette pratique est nuisible non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour toutes les personnes travaillant dans le domaine de la viande et respectant la loi. Ce trafic est passé de 90 tonnes en 2015 à 228 tonnes en 2017 selon le dépositaire du postulat. Il souhaite que le Conseil fédéral se penche sur trois points: premièrement, la mise à disposition du public des statistiques quant à ce trafic, deuxièmement, l'évaluation par les autorités de la possibilité d'augmenter les effectifs du Corps des garde-frontières et troisièmement la possibilité d'alourdir les peines, afin que celles-ci deviennent réellement dissuasives.

Le Conseil fédéral demande à la chambre du peuple de refuser le postulat. Ueli Maurer rappelle, en effet, qu'il y a quotidiennement 2 millions de passages à la frontière et qu'une hausse de l'effectif du Corps des garde-frontière n'aurait que peu d'effet. De plus, il estime qu'une statistique supplémentaire n'apporterait que peu, le nombre de

cas non dévoilés étant trop grand. Il précise encore que les personnes poursuivies pour contrebande de viande doivent payer 5 fois le montant de la valeur de la marchandise, ce qu'il estime être déjà élevé. Tout en reconnaissant les problèmes soulevés par le dépositaire du postulat, le conseiller fédéral rappelle que les autorités tentent déjà aujourd'hui de limiter ce genre de cas, en usant de nouveaux moyens techniques et en faisant des contrôles basés sur les risques. Malgré tout, le Conseil national accepte le postulat Dettling (97 voix, contre 91 et 4 abstentions), l'UDC trouvant des alliés principalement au sein du PDC.<sup>48</sup>

### Tierische Produktion

**POSTULAT**  
DATUM: 20.03.1992  
SERGE TERRIBILINI

Le Conseil national a transmis le **postulat Fankhauser** (ps, BL) qui demande au Conseil fédéral de prendre des mesures afin que le code international de commercialisation des substituts du lait maternel, pour des raisons de santé publique, soit appliqué et respecté sur le marché helvétique et par les exportateurs suisses.<sup>49</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 20.03.1992  
SERGE TERRIBILINI

Le Conseil national a transmis le **postulat Wiederkehr** (adi, ZH), inquiet de la manière dont sont abattus les animaux de boucherie. Ce texte demande ainsi au gouvernement d'examiner les installations et les méthodes d'abattage afin de les faire modifier lorsqu'elles conduisent à des souffrances inutiles.<sup>50</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 29.09.2017  
KAREL ZIEHLI

Le Conseil national a accepté sans discussion le postulat Dettling demandant au Conseil fédéral – qui proposait également d'accepter ce postulat – d'analyser les **conséquences de l'augmentation de 0,10 du facteur d'unité de gros bétail (UGB) pour les bovins** âgés de 365 à 730 jours ou de plus de 730 jours. Selon le député Dettling (udc, SZ), les facteurs UGB sont fixés trop bas pour les bovins des races laitières – ces facteurs permettant de calculer les surfaces (pâturages, etc.) nécessaires par unité de bétail; une vache ayant actuellement le facteur UGB 1,0. Selon le dépositaire, la consommation de fourrage chez les vaches laitières a sensiblement augmenté ces dernières années, d'où la nécessité d'adapter le facteur UGB. De plus, il considère que ce dernier – étant également trop bas pour les étables – a des conséquences négatives sur les contributions au bien-être des animaux et les contributions d'alpage. Ainsi, le Conseil fédéral se voit chargé d'analyser les probables conséquences d'une hausse du facteur UGB sur différents domaines agricoles ainsi que sur l'unité de main d'œuvre standard (UMOS) qui permet de rendre compte de la taille d'une exploitation agricole.<sup>51</sup>

### Pflanzliche Produktion

**POSTULAT**  
DATUM: 12.06.1991  
SERGE TERRIBILINI

Sur ce même sujet, le Conseil national a transmis un **postulat** de sa commission demandant au gouvernement l'élaboration d'un rapport annuel sur les résultats obtenus par les mesures prises, afin de pouvoir contrôler les risques de surproduction et de dérive financière. Par ailleurs, le Conseil des États a transmis un postulat (90.621) de sa commission proposant au Conseil fédéral de tenir compte de la zone intermédiaire élargie dans le cadre de l'octroi des contributions compensatoires liées à l'exploitation et à la surface dans les régions aux conditions de production difficiles.<sup>52</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 09.06.1992  
SERGE TERRIBILINI

D'autre part, le Conseil national a transmis comme postulat la **motion Engler (pdc, AI) exigeant d'abolir immédiatement le contingentement du vin, en particulier en ce qui concerne le vin rouge**. Le Conseil fédéral, à l'avis duquel la Chambre s'est rallié, a estimé que cela allait dans le sens d'une politique de libéralisation devenue nécessaire au plan international.<sup>53</sup>

## Lebensmittel

Der Bericht zur Erfüllung des Postulats Baumann (cvp, UR) über mögliche **Massnahmen gegen eine Deindustrialisierung in der Lebensmittelbranche** wurde im Herbst 2017 publiziert. Auf 18 Seiten behandelte der vergleichsweise knappe Bericht den Zustand des lebensmittelverarbeitenden Sektors sowie Einschätzungen zur Swissness-Gesetzgebung, zum sogenannten «Schoggi-Gesetz» und zum Stand des Zuckerrübenmarktes.

Der lebensmittelverarbeitende Sektor beschäftigte im Jahr 2014 71'000 Personen, was etwa 11 Prozent aller Industriearbeitsplätze oder 2 Prozent aller Beschäftigten in Vollzeitäquivalenz in der Schweiz entsprach. Innerhalb dieses Sektors waren die drei Branchen mit den meisten Beschäftigten die Backwarenherstellung mit 22'301 Arbeitsplätzen (31,3%), die Schlachtung und Fleischverarbeitung mit 14'092 Arbeitsplätzen (19,8%) und die Herstellung von sonstigen Nahrungsmitteln, welche 7'703 Personen (10,8%) beschäftigte.

Gesamthaft erwirtschaftete der untersuchte Sektor im Jahr 2014 einen Umsatz von rund CHF 35 Mrd. Gemessen am Umsatz der Gesamtindustrie entsprach dies einem Anteil von 12 Prozent. Seit 2008 war der Umsatz der Lebensmittelverarbeitung um 9 Prozent gestiegen. In der Schlussfolgerung über den Zustand des lebensmittelverarbeitenden Sektors kamen die Autoren des Berichts zum Schluss, dass die in der Untersuchung zusammengestellten Zahlen keine Hinweise auf eine «Deindustrialisierung» des Sektors liefern würden. Sowohl beim Umsatz als auch bei den Zahlen der Beschäftigten sei eine leicht positive Tendenz zu verzeichnen gewesen. Allerdings, so wurde im Bericht eingeräumt, reichten die Auswertungen nur bis ins Jahr 2014 und bildeten damit die Auswirkungen der Aufwertung des Frankens im Jahr 2015 noch nicht ab. Es könne aber davon ausgegangen werden, dass das hohe Preisniveau der Agrarrohstoffe in der Schweiz, welches durch die Frankenstärke und den hohen Grenzschutz in der Schweiz bedingt wird, eine zentrale Herausforderung für den lebensmittelverarbeitenden Sektor in der Schweiz darstellen werde. Da die Branchen, welche vom Grenzschutz weniger betroffen waren, international eine hohe Wettbewerbsfähigkeit aufweisen würden, schloss der Bericht, dass tiefere Rohstoffpreise in der Schweiz die Exportchancen der übrigen Sektoren erhöhen und die Schutzzölle Zwecks erhoffter Wohlfahrtssteigerung längerfristig abgebaut werden sollten.

Zur Swissness-Gesetzgebung, welche die Grundsätze zur Verwendung von schweizerischen Herkunftsangaben für Lebensmittel festhält, beschrieb der Bericht die Massnahmen, welche der Bundesrat bis dahin umgesetzt hatte. So wurde zum Beispiel der Industrie bei der Berechnung des Mindestanteils der schweizerischen Rohstoffe in verschiedenen Bereichen mehr Flexibilität eingeräumt. In diesem Sinne war eine Bagatellklausel eingeführt worden, welche Ausnahmen für unwesentliche Zutaten wie etwa einer Prise Salz zulies. Trotz der Massnahmen, welche der Industrie den Anpassungsprozess erleichtern sollten, kam es von Seiten der Wirtschaft zu Unmut gegenüber der eingeführten Gesetzgebung. So beurteilten Unternehmen, die für ihre in der Schweiz verarbeitenden Produkte keine schweizerische Herkunftsangabe mehr verwenden durften dies als Verlust eines kommunikativen Mehrwerts.

Weiter behandelte der Bericht die Problematik rund um das sogenannte «Schoggi-Gesetz». Das Gesetz, welches eigentlich «Bundesgesetz über die Ein- und Ausfuhr von Erzeugnissen aus Landwirtschaftsprodukten» heisst, aber fast immer nur «Schoggi-Gesetz» genannt wird, beinhaltet eine Regelung, welche Ausfuhrbeiträge für den Export von gewissen Lebensmitteln aus der Schweiz unterstützt. Die Höhe der Beiträge ist abhängig vom verfügbaren Budget sowie von der Differenz zwischen den Preisen des inländischen Marktes und des Welt- bzw. des EU-Marktes. An der WTO-Ministerkonferenz in Nairobi im Jahr 2015 war jedoch entschieden worden, dass Exportsubventionen, zu welchen auch die Ausfuhrbeiträge gehören, abgeschafft werden müssen. Für die Umsetzung wurde den Ländern eine Frist bis ins Jahr 2020 gewährt. Aus diesem Grund wurden nun Massnahmen geprüft, um die Konsequenzen des Wegfalls der Beiträge abzuschwächen. Der Bundesrat sah eine neue produktionsgebundene Stützung von Milch und Brotgetreide vor, welche budgetneutral mit den Geldern der ehemaligen Ausfuhrbeiträge finanziert werden könnte. Zudem sollte es den betroffenen Branchen für die Herstellung von Exportprodukten erleichtert werden günstige, zollfreie Rohstoffe aus dem Ausland zu importieren.

Zum Stand des Zuckerrübenmarktes wurde Folgendes berichtet: Da sich die EU und die Schweiz darauf geeinigt hatten auf Preisausgleichsmassnahmen für Zucker im Handel mit landwirtschaftlichen Verarbeitungserzeugnissen zu verzichten, entspreche der Preis des inländisch produzierten Zuckers dem Zuckerpreis in der EU. Dies ermögliche der Schweizer Lebensmittelbranche konkurrenzfähiger exportieren zu können und biete gleichzeitig die Voraussetzung für den Fortbestand der Schweizer

Zuckerwirtschaft. Um auf dem tieferen Preisniveau erfolgreich zu bleiben, sei es wichtig kosteneffizient zu produzieren. Der Bundesrat unterstützte die Produktion zusätzlich mit einem Einzelkulturbeitrag für Zuckerrüben. Dieser lag im Jahr 2016 bei CHF 1'800 pro Hektare oder rund CHF 34 Mio. für die gesamte inländische Rübenproduktion.<sup>54</sup>

### Tierhaltung, -versuche und -schutz

Le Conseil national a transmis le postulat Meier (pe, ZH) sur l'expérimentation animale en matière de **cosmétiques**. Faisant écho à une pétition allant dans ce sens, ce texte demande au gouvernement d'examiner la possibilité d'abandonner les expériences dans ce secteur.<sup>55</sup>

#### POSTULAT

DATUM: 21.06.1991  
SERGE TERRIBILINI

- 
- 1) BO CN, 1990, p. 689 s.
  - 2) BO CE, 1990, p. 266 ss.; BO CN, 1990, p. 1905; BO CN, 1990, p. 691; BO CN, 1990, p. 695; BO CN, 1990, p. 715; Délib. Ass. féd., 1990, III, p. 59; NZZ, 5.5.90
  - 3) BO CE, 1991, p. 218 s.
  - 4) BO CE, 1991, p. 440; BO CE, 1991, p. 735 s.; BO CN, 1991, p. 216 s.; NF, 18.7.91.
  - 5) BO CN, 1991, p. 1334 s.
  - 6) BO CN, 1991, p. 1989; BO CN, 1991, p. 219 s.
  - 7) BO CN, 1991, p. 2483 s.
  - 8) BO CN, 1992, p. 624
  - 9) BO CN, 1992, p. 1216 s.
  - 10) BO CE, 1992, p. 1118 ss.; BO CE, 1992, p. 1125 s.; NF, 12.12.92.
  - 11) BO CN, 1992, p. 2543 s.; BO CN, 1992, p. 2544 s.
  - 12) BO CN, 2005, p. 953.
  - 13) BO CE, 2006, p. 704 ss.
  - 14) BO CE, 2007, p. 681 s.
  - 15) BO CN, 2009, p. 1286.
  - 16) BO CN, 2010, p. 556.
  - 17) BO CN, 2010, p. 1133.
  - 18) BO CN, 2010, p. 1651.
  - 19) BO CN, 2011, p. 1844.
  - 20) AB NR, 2012, S. 537.
  - 21) AB NR, 2012, S. 674 f.
  - 22) AB NR, 2012, S. 2254.
  - 23) AB NR, 2014, S. 466 f.
  - 24) AB NR, 2014, S. 543; Bundesamt für Umwelt et al. (2008): Umweltziele Landwirtschaft
  - 25) AB NR, 2014, S. 786 ff. und 1514 f.; AB SR, 2014, S. 475 ff.
  - 26) AB NR, 2014, S. 1278
  - 27) Lit. Bundesamt für Landwirtschaft
  - 28) AB NR, 2014, S. 1833
  - 29) AB NR, 2014, S. 1833
  - 30) AB NR, 2014, S. 2357
  - 31) AB NR, 2014, S. 2358
  - 32) AB SR, 2015, S. 40 f.
  - 33) AB NR, 2015, S. 1273
  - 34) AB NR, 2015, S. 2292
  - 35) AB NR, 2016, S. 552; Postulat von Siebenthal - 15.4180
  - 36) AB NR, 2014, S. 1832; AB NR, 2016, S. 1164 f.
  - 37) Bericht BR vom 29.03.17
  - 38) AB SR, 2017, S. 736
  - 39) AB NR, 2018, S.91; LZ, 20.11.17
  - 40) AB NR, 2018, S.769 ff.; AB NR, 2018, S.780
  - 41) Bericht BR vom 01.11.17; FF. 2018, P. 2328
  - 42) AB SR, 2019, S. 456 f.
  - 43) AB NR, 2019, S. 2431; Barron-Gafford et al. (2019). Agrivoltaics provide mutual benefits across the food-energy-water nexus in drylands
  - 44) BO CE, 2009, p. 1121 s.
  - 45) Lit. Bundesamt für Landwirtschaft
  - 46) AB SR, 2016, S. 352ff.
  - 47) AB NR, 2016, S. 1193; Postulat Bourgeois - 16.3050
  - 48) AB NR, 2018, S. 219ff.
  - 49) BO CN, 1992, p. 636 s.
  - 50) BO CN, 1992, p. 633
  - 51) Postulat Dettling - 17.3603
  - 52) BO CE, 1991, p. 216; BO CN, 1991, p. 1063; Bund, 16.4.91; NZZ, 17.4. et 21.8.91.
  - 53) BO CN, 1992, p. 865 s.
  - 54) Bericht BR vom 30.8.17; Medienmitteilung WBF vom 22.12.2015; Blick, 22.12.15
  - 55) BO CN, 1991, p. 1354.